

## Pourquoi l'amélioration de la croissance risque d'être freinée par le manque de bras



Les clignotants de la conjoncture sont au vert, comme on ne l'avait pas observé depuis au moins six ans. Mais plusieurs éléments assombrissent ce tableau mirifique.

Avec Michel  
Garibal

Les économistes le clament haut et fort et l'Insee leur emboîte le pas. Les clignotants de la conjoncture sont au vert, comme on ne l'avait pas observé depuis au moins six ans. Les taux d'intérêt demeurent très bas, l'inflation est faible, les investissements repartent, l'expansion qui caractérise la zone euro stimule l'activité. Un vent d'optimisme souffle sur l'hexagone, en raison d'un retour sans précédent de la confiance depuis l'élection présidentielle, alors que la cote de popularité du chef de l'Etat marque des points. Témoins de ce changement dans le climat général : l'euphorie qui règne dans le secteur du bâtiment où plus de 950 000 logements ont été vendus cette année, soit quinze pour cent de plus que l'an dernier. Autant de facteurs favorables qui expliquent le relèvement des prévisions officielles sur la croissance. Alors qu'on prévoyait au début de l'année une amélioration à peine supérieure à un pour cent, l'Insee avance un chiffre proche de deux pour cent, qui permettrait à l'Etat de bénéficier de ressources supplémentaires dont ses finances ont bien besoin.

Ce tableau mirifique auquel le pays n'était pas habitué comporte toutefois quelques zones d'ombres et la permanence de certains risques pour l'avenir. Si la tendance présente est acquise au moins pour les six mois à venir, certaines préoccupations se font jour pour la suite. Notons d'abord que le rythme présent est inférieur de l'ordre d'un demi-point à celui de la moyenne de la zone euro, en raison des freins traditionnels qui caractérisent l'économie hexagonale et qui n'ont pas encore été levés. Les réformes annoncées par les ordonnances ne vont réduire qu'à la marge les rigidités du marché de l'emploi. Les énormes carences en matière de formation professionnelle ne pourront se résorber avant plusieurs années d'efforts continus pour réduire les handicaps en la matière. Et le principal obstacle à surmonter désormais ne réside pas dans les moyens financiers des entreprises, qui ont reconstitué leurs marges, ni dans la volonté des patrons qui ont retrouvé le goût d'investir, mais dans la pénurie de personnel disponible. C'est un paradoxe de constater qu'un pays où le taux de chômage est l'un des plus élevés des grands pays avec 9,4%, manque finalement de bras pour faire face à la demande. On note une montée en flèche des emplois non satisfaits évalués à près de 300 000. Il s'agit d'un véritable goulot d'étranglement qui finit par brider l'activité. Ainsi dix pour cent des entreprises industrielles ont limité leur production au troisième trimestre faute de main d'œuvre suffisante et dans les services le pourcentage monte à vingt pour cent. Conséquence immédiate : le chômage stagne ; il pourrait même augmenter au début de l'an prochain en raison de la suppression des contrats aidés qui pourraient tomber de 150 000 à 70 000 par trimestre. Or, l'on sait combien cet indicateur est sensible à nos compatriotes.

Autre risque sur la croissance : les prélèvements vont augmenter de plusieurs milliards d'euros à partir du 1<sup>er</sup> janvier, avec le relèvement de la CSG et de certaines taxes sur le tabac ou les carburants, alors que les cours du pétrole sont repartis depuis

---

quelque temps dans une spirale haussière, tandis que les suppressions de cotisations chômage sur les salariés ne prendront leur effet total qu'à partir du quatrième trimestre. La ponction sur le pouvoir d'achat se fera ainsi sentir.

Par ailleurs, après sa flambée depuis juin 2016, le secteur immobilier devrait enregistrer un certain ralentissement qui jouera ainsi comme un frein à la croissance. Tous ces signaux devraient inciter le gouvernement à agir dans un domaine où il se montre jusqu'ici bien timide : celui des dépenses publiques. Celles-ci ont encore augmenté en 2017 de 0,6% hors inflation et représenteront dans le budget qui vient d'être voté pour l'an prochain 54% du produit intérieur brut et pratiquement autant l'année suivante si rien n'est fait, sans parler de la hausse des taux d'intérêt qui va gonfler progressivement les remboursements de la dette. Le pouvoir continue de faire preuve de laxisme pour lui-même avec une augmentation du nombre de fonctionnaires de vingt mille et d'une plus grande mansuétude vis-à-vis des collectivités locales en desserrant les contraintes qu'il avait prétendu leur imposer. Il importe pourtant de ne pas céder aux sirènes de la bonne conjoncture présente afin de ne pas restaurer le laxisme qui présidait au quinquennat précédent.